



**PRÉFET
DE LA VENDÉE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Service des Risques Naturels et Technologiques
Division canalisations et équipements sous pression
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
44263 NANTES cedex 2

Nantes, le 27 janvier 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARRIVE - Essarts

ZI de Bellevue
LES ESSARTS
85140 Essarts En Bocage

Références : 2026-0038
Code AIOT : 0058501177

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/01/2026 dans l'établissement ARRIVE - Essarts implanté ZI de Bellevue LES ESSARTS 85140 Essarts en Bocage. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARRIVE - Essarts
- ZI de Bellevue LES ESSARTS 85140 Essarts en Bocage
- Code AIOT : 0058501177
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société ARRIVE Essarts, localisée « ZI de Bellevue » Les ESSARTS EN BOCAGE » exerce son activité dans l'abattage et la découpe de la volaille. Le site emploie environ 800 personnes.

Des équipements sous pression y sont présents et figurent parmi les principaux facteurs de risques au sein des industries justifiant qu'une attention particulière soit portée au-delà de leur construction, à leur exploitation, à leur entretien, à leur contrôle et à leur éventuelle réparation.

Les installations visitées de manière partielle ont été les salles de machines à l'ammoniac n°1 et 2, ainsi que le local des compresseurs d'air.

Les équipements plus particulièrement regardés sont les suivants :

- Pour la SDM 2, il s'agit du séparateur d'huile de marque CKD CHLAZENI n° 49759 de 2010, PS 21 bars, 1320 litres associés aux soupapes de marque CAEN n°11043703 et n°11043895 tarées à 19,5 bars, localisé sur l'unité de compression 1.
- Concernant la SDM 1, il s'agit du séparateur d'huile de marque CKD CHLAZENI n°OS6/2310 de 2007, PS 26 bars, 379 litres associés aux soupapes de marque CAEN n°18050274 et n°18050995 tarées à 25 bars, localisé sur l'unité de compression 2, ainsi que le séparateur d'huile de marque ENERGO CHOCEN n°OS8/7926 de 2021, PS 26 bars, 632 litres associés aux soupapes de marque CAEN n°840378 et n°840378 tarées à 25 bars, localisé sur l'unité de compression 3.
- Dans le local des compresseurs, il s'agit du réservoir de marque Pauchard n°702101 de 2017 de PS 11 bars 3000 litres associé à la soupape de marque NGI n°025779693 tarée à 11 bars ainsi que le vase d'expansion de marque CITRAL n°17-00004762032 de 2017 de PS 6 bars 300 litres dédié au circuit eau glycolée de la SDM 2.

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Accessoires de sécurité	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
2	Identification des tuyauteries	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3	Demande d'action corrective	2 mois
4	Dossier d'exploitation	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
6	Liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6	Demande d'action corrective	2 mois
7	Rédaction et approbation d'un plan d'inspection	Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 13	Demande d'action corrective	2 mois
8	Résultat d'une requalification périodique et non conformité avec ou sans PI	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
9	Interventions (Notable / Non Notable) Attestation de conformité d'intervention	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, articles 26 28 29 30	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5	Sans objet
5	Déclaration de mise en service	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les écarts relevés sont liés à des éléments que l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter à l'administration.

La DREAL note par ailleurs, que les équipements sous pression sont suivis de manière rigoureuse par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Accessoires de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'installation
Prescription contrôlée : Article 3 I. - Lorsque dans des conditions raisonnablement prévisibles, les limites admissibles de pression prévues, à la fabrication, pour un ou plusieurs des équipements assemblés entre eux risquent d'être dépassées, ces derniers sont équipés d'un accessoire de sécurité qui est obligatoirement réglé au maximum à la pression maximale admissible (PS) complété si nécessaire par un dispositif de contrôle. A l'occasion du fonctionnement des accessoires de sécurité, un dépassement de courte durée de la pression maximale admissible, lorsque cela est approprié, est admis. La surpression momentanée est limitée à 10 % de la pression maximale admissible. [...]

V. - Les accessoires de sécurité sont dimensionnés en fonction des conditions de service et des processus industriels mis en œuvre dans les équipements qu'ils protègent.
 La technologie retenue pour ces accessoires ainsi que leur position sur les installations sont compatibles avec les produits contenus dans les équipements qu'ils protègent. Ils ne doivent pas en particulier pouvoir être endommagés par des produits toxiques, corrosifs ou inflammables.
 Les mesures nécessaires sont prises pour que l'échappement du fluide éventuellement occasionné par leur fonctionnement ne présente pas de danger.
 Les conditions de leur installation ne font pas obstacle à leur fonctionnement, à leur surveillance ou à leur maintenance.

Constats :

1^{er} point : La salle de machine à l'ammoniac SDM1 de 2008 est un système frigorifique comprenant des collecteurs d'échappement raccordés sur les soupapes. Des équipements y ont été rajoutés :
 - En 2018 rajout de l'échangeur à plaque de marque Kelvion n°124/10818
 - En 2021, rajout d'une unité de compression OS 8 et d'une tuyauterie

2^{ème} point : Pour la salle de machine à l'ammoniac SDM2 de marque AXIMA n°103107 de 2011, celle-ci a été mise sur le marché en tant qu'ensemble comprenant des collecteurs d'échappement raccordés sur les soupapes.
 Des équipements y ont été rajoutés :
 - En 2018, rajout de l'échangeur de marque THERMOWAVE n°904019485/09.02087
 - En 2018, rajout de la tuyauterie, repère HP1.

Dans l'hypothèse où ces éléments rajoutés disposent de soupapes collectées au travers des collecteurs existants, ces nouveaux dispositifs ne doivent pas faire obstacle aux bons fonctionnements des soupapes raccordées sur les collecteurs initialement calculés pour une perte de charge donnée.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier le bon dimensionnement des collecteurs de la SDM 1 et de la SDM 2, suite au rajout des équipements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra pour la SDM 1 et SDM 2 (suite au rajout des équipements), justifier au travers des notes de calculs, que les collecteurs d'échappements sont bien dimensionnés.

Nota: Ce contrôle est réalisé en application de la norme NF EN 13136.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Identification des tuyauteries

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'installation

Prescription contrôlée :

Article 3 IV. - Les tuyauteries sont identifiées de façon à permettre leur repérage tant en exploitation que lors d'une intervention.
Constats : En salle de machine SDM 1 de 2008, certaines tuyauteries à l'ammoniac, notamment les retours HP gaz sur les compresseurs ne sont pas identifiées ou avec des identifications abîmées.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra apporter les corrections nécessaires aux tuyauteries ammoniac de la SDM 1 en apportant les identifications manquantes et en remplaçant celles abîmées
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation
Prescription contrôlée : Article 5 I. - L'exploitant dispose du personnel nécessaire à l'exploitation, à la surveillance, et à la maintenance des équipements. Il fournit à ce personnel tous les documents utiles à l'accomplissement de ces tâches. Le personnel chargé de l'exploitation et celui chargé de la maintenance d'équipements sont informés et compétents pour surveiller et prendre toute initiative nécessaire à leur exploitation sans danger. Pour les équipements répondant aux critères de l'article 7, le personnel chargé de l'exploitation est formellement reconnu apte à cette conduite par l'exploitant et périodiquement confirmé dans cette fonction. II. - L'exploitant fournit les moyens humains et matériels nécessaires aux opérations de contrôle.
Constats : L'exploitant a présenté en inspection un document répondant aux dispositions de l'article 5 de l'arrêté du 20/11/2017. Ce document est applicable pour les récipients gaz de l'air et de l'ammoniac.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dossier d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6
--

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 6

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier.

Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication :

- si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ;
- si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ;
- l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation :

- pour tous les équipements :
- la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ;
- un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ;
- les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ;
- en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ;
- pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;

II. - Ce dossier d'exploitation est transmis au nouvel exploitant lors d'un changement de site ou de propriétaire .

Constats :

L'exploitant a fait réaliser par le Bureau Veritas, en début d'année 2026 les inspections périodiques des tuyauteries de la SDM 1 et SDM 2, échues depuis mi-décembre 2025.

Documents consultés:

Concernant la SDM 1

- Le PI n°MAITRE COQ/LES ESSARTS/SDM1.Rev1
- La décision d'approbation du Bureau Veritas n°21402190/S1.1.1.D datée du 21/02/2024
- Le schéma frigorifique révisé le 23/02/2021
- Les déclarations de mise en service des équipements sous pression concernés

- L'attestation de requalification datée du 11/04/2024

Concernant la SDM 2

- Le PI n°MAITRE COQ/LES ESSARTS/SDM2.Rev2
- La décision d'approbation du Bureau Veritas n°21402190/S3.2.1.D datée du 21/02/2024
- Le schéma frigorifique révisé le 05/02/2019
- Les déclarations de mise en service des équipements sous pression concernés
- L'attestation de requalification datée du 12/04/2024

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra pour la SDM 1 et SDM 2 transmettre les comptes rendus d'inspections périodiques.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6

Thème(s) : Risques accidentels, Conditions générales d'exploitation

Prescription contrôlée :

Article 6

III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.

L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.

Constats :

La liste des équipements sous pression et les Plans d'inspections de la SDM 1 et SDM 2 comprennent des informations différentes.

Pour la SDM 1:

- Sur la liste des ESP et tuyauteries, ci-dessous les informations relevées
 - la tuyauterie n°TH1SDM1-BP3 indique un DN 100 alors que sur le PI il s'agit de DN 150
 - la tuyauterie n°TH1SDM1-BP4 indique un DN 200 alors que sur le PI il s'agit de DN 250
 - la tuyauterie n°TH2SDM1-HP1 indique une PS de 20 bars alors que sur le PI il s'agit de 25 bars
 - la tuyauterie n°TH2SDM1-HP2 indique une PS de 20 bars alors que sur le PI il s'agit de 25 bars
 - la tuyauterie n°TH2SDM1-HP3 indique une PS de 20 bars alors que sur le PI il s'agit de 25 bars

Pour la SDM 2:

- Sur la liste des ESP et tuyauteries, ci-dessous les informations relevées
 - Sur le PI : Compresseur n°1 → le DN de la tuyauterie B2 indique DN 200 alors que sur la liste il s'agit de DN250
 - Sur le PI : Compresseur n°1 → le DN de la tuyauterie H4 indique DN 80 alors que sur la liste il s'agit de DN 100
 - Sur le PI : Compresseur n°2 → le DN de la tuyauterie B2 indique DN 200 alors que sur la liste il s'agit de DN 250
 - Sur le PI : Compresseur n°3 → le DN de la tuyauterie B2 indique DN 200 alors que sur la liste il s'agit de DN 250
 - Sur le PI : Compresseur n°3 → le DN de la tuyauterie H2 indique DN100 alors que sur la liste il s'agit de DN 125
 - Sur le PI : Compresseur n°4 → le DN de la tuyauterie B1 indique DN 250 alors que sur la liste il s'agit de DN 200
 - Sur le PI : Compresseur n°4 → le DN de la tuyauterie H2 indique DN 100 alors que sur la liste il s'agit de DN125
 - Sur le PI : Compresseur n°4 → le DN de la tuyauterie H3 indique DN 80 alors que sur la liste il s'agit de DN 100
 - Sur le PI : le DN de la tuyauterie MP5 indique DN 100 alors que sur la liste il s'agit de DN 80
 - Sur le PI : le DN de la tuyauterie Tuy_tunnel 1 indique DN 250 alors que sur la liste il s'agit de DN 125

Document consulté:

- la liste des équipements sous pression et tuyauteries

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra pour la SDM 1 et SDM 2 vérifier les informations saisies dans la liste des ESP et tuyauteries et les plans d'inspections afin d'être en cohérences avec les informations renseignées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Déclaration de mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 8

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et contrôle de mise en service

Prescription contrôlée :

Article 8

La déclaration de mise en service est requise avant la première mise en service de l'équipement.

Constats :

L'exploitant a déclaré les équipements sous pression (de la SDM1, SDM2 et gaz de l'air) qui y étaient éligibles.

Nota:

1^{er} point : Pour la SDM 2 de marque AXIMA n°103107, cet ensemble a fait l'objet de la déclaration de mise en service n°177581 datée du 25/07/2018 sans y préciser les séparateurs d'huile de marque CKD CHALZENI n°49755 et n°49757. Pour rappel, pour un ensemble soumis à la déclaration de mise en service, ce dernier est à déclarer en y précisant chaque récipient et tuyauterie soumise.

2^{eme} point : La déclaration de mise en service n°366961 datée du 26/06/2023 associée aux récipients de marque BALTIMORE de 2023 localisés sur la SDM 2 ont été déclarés sur le site Arrivé à Saint Fulgent et non Les Essarts.

Point de vigilance pour les prochaines déclarations

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rédaction et approbation d'un plan d'inspection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 21/11/2017, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Suivi avec plan d'inspection

Prescription contrôlée :

Article 13

[...]

VII. - Le plan d'inspection est rédigé sous la responsabilité de l'exploitant par une personne compétente qu'il désigne. Il est approuvé par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 ou, pour les tuyauteries non soumises à requalification, par l'exploitant. Cette approbation a lieu dans les 18 mois qui suivent la mise en service de l'équipement, ou dans les 18 mois qui suivent une inspection ou une requalification périodique pour les équipements en service à la date de publication de l'arrêté. Lorsque le plan d'inspection est rédigé sur la base d'un cahier technique professionnel listé en annexe 2, il peut toutefois être approuvé lors de la première requalification périodique, puis successivement lors de chaque requalification périodique consécutive à une mise à jour du plan d'inspection.

Dès lors qu'il est approuvé, le plan d'inspection acquiert un caractère réglementaire. Son non-respect est passible des sanctions prévues au 1° de l'article L. 557-58 du code de l'environnement. L'application des dispositions du chapitre II du présent titre peut être imposée par les agents mentionnés à l'article L. 557-46 de ce même code.

La mise en œuvre effective du plan d'inspection est surveillée :

- directement par un organisme habilité suivant les dispositions du I. de l'article 34 du présent arrêté ou sous sa responsabilité ;
- par l'exploitant lorsque le plan d'inspection le prévoit explicitement.

Un plan d'inspection est modifiable dans les conditions fixées dans le guide ou au cahier technique professionnel mentionné au IV du présent article. La modification est tracée.

Si l'équipement change d'exploitant, le plan d'inspection est transféré avec la documentation. Le nouvel exploitant peut choisir de l'appliquer si les conditions d'exploitation sont identiques, d'élaborer un nouveau plan d'inspection, ou de suivre l'équipement selon le chapitre II du présent titre.

[...]

Constats :

1^{er} point : Pour information, les plans d'inspections de la SDM 1 et SDM 2 indiquent en entête de

page un nom et signature d'exploitant, Mme PINCHEMEL alors que la signature des documents est faite par une personne différente, Mr Philippe MORET.

2^{ème} point : Les informations saisies sur les Plans d'Inspections concernant certaines tuyauteries de la SDM 1 et SDM 2 ne sont pas identiques à celles indiquées sur la liste des équipements sous pression et tuyauteries. (Cf constat n°5)

Ci-dessous pour illustrer:

Pour la SDM 1:

- Sur la liste des ESP et tuyauteries, ci-dessous les informations relevées
 - la tuyauterie n°TH1SDM1-BP3 indique un DN 100 alors que sur le PI il s'agit de DN 150
 - la tuyauterie n°TH1SDM1-BP4 indique un DN 200 alors que sur le PI il s'agit de DN 250
 - la tuyauterie n°TH2SDM1-HP1 indique une PS de 20 bars alors que sur le PI il s'agit de 25 bars
 - la tuyauterie n°TH2SDM1-HP2 indique une PS de 20 bars alors que sur le PI il s'agit de 25 bars
 - la tuyauterie n°TH2SDM1-HP3 indique une PS de 20 bars alors que sur le PI il s'agit de 25 bars

Pour la SDM 2:

- Sur la liste des ESP et tuyauteries, ci-dessous les informations relevées
 - Sur le PI : Compresseur n°1 → le DN de la tuyauterie B2 indique DN 200 alors que sur la liste il s'agit de DN250
 - Sur le PI : Compresseur n°1 → le DN de la tuyauterie H4 indique DN 80 alors que sur la liste il s'agit de DN 100
 - Sur le PI : Compresseur n°2 → le DN de la tuyauterie B2 indique DN 200 alors que sur la liste il s'agit de DN 250
 - Sur le PI : Compresseur n°3 → le DN de la tuyauterie B2 indique DN 200 alors que sur la liste il s'agit de DN 250
 - Sur le PI : Compresseur n°3 → le DN de la tuyauterie H2 indique DN100 alors que sur la liste il s'agit de DN 125
 - Sur le PI : Compresseur n°4 → le DN de la tuyauterie B1 indique DN 250 alors que sur la liste il s'agit de DN 200
 - Sur le PI : Compresseur n°4 → le DN de la tuyauterie H2 indique DN 100 alors que sur la liste il s'agit de DN125
 - Sur le PI : Compresseur n°4 → le DN de la tuyauterie H3 indique DN 80 alors que sur la liste il s'agit de DN 100
 - Sur le PI : le DN de la tuyauterie MP5 indique DN 100 alors que sur la liste il s'agit de DN 80
 - Sur le PI : le DN de la tuyauterie Tuy_tunnel 1 indique DN 250 alors que sur la liste il s'agit de DN 125

Documents consultés:

- Le PI n° MAITRE COQ/LES ESSARTS/SDM1.Rev1
- Le PI n° MAITRE COQ/LES ESSARTS/SDM2.Rev2

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra mettre en cohérence les informations des tuyauteries saisies dans les Plans

d'Inspections de la SDM 1 et SDM 2, avec les données indiquées sur la liste des équipements sous pression.
Le cas échéant réviser les plans d'inspections, si ces derniers ne sont pas conformes aux installations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Résultat d'une requalification périodique et non conformité avec ou sans PI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi avec ou sans plan d'inspection
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 25</p> <p>I.-L'organisme habilité émet une attestation permettant d'identifier le (ou les) équipement (s) concerné (s), datée et signée par l'expert assumant la responsabilité de la requalification périodique. La date retenue est celle de la dernière opération de la requalification périodique. Sont joints à cette attestation le compte rendu détaillé des opérations de contrôle effectuées en application des articles 20 à 22 et, pour une tuyauterie, les documents nécessaires à son identification.</p> <p>II.-Cette attestation est transmise à l'exploitant ou au responsable de l'établissement auquel la responsabilité des opérations a été confiée. Lorsque le destinataire est le responsable de l'établissement, celui-ci transmet à son tour l'attestation à l'exploitant.</p> <p>III.-Lorsqu'une non-conformité entraînant une altération du niveau de sécurité est mise en évidence, l'attestation le mentionne et la transmission prévue au II est effectuée sous pli recommandé avec avis de réception. L'organisme habilité en rend compte à l'autorité administrative compétente en charge des appareils à pression prévue à l'article R. 557-1-2, dans un délai maximal de cinq jours ouvrés.</p> <p>La remise en service de l'équipement est subordonnée au résultat favorable d'un nouveau contrôle, dont la portée peut être limitée aux seules parties concernées par l'altération. Lorsque l'altération est traitée au moyen d'une intervention, le contrôle après l'intervention a valeur d'inspection de requalification périodique.</p> <p>L'organisme habilité émet une nouvelle attestation prenant en compte le résultat favorable du nouveau contrôle.</p> <p>IV.-Il est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'exploiter un équipement soumis au régime de la requalification périodique s'il ne dispose pas d'une attestation valide ou le cas échéant du marquage correspondant ; - dans le cas mentionné au III, de remettre en service ou de détenir un tel équipement si sa mise hors service n'a pas été matérialisée.
<p>Constats :</p> <p>1^{er} point : Pour la SDM 1, l'attestation de requalification indique un marquage de la requalification</p>

<p>du système frigorifique au travers d'une étiquette, sans y préciser l'emplacement sur l'installation.</p> <p>2^{ème} point : Pour la SDM 2 de marque AXIMA n°103107, l'attestation de requalification ne précise pas de marquage de requalification faite au travers d'une étiquette. De plus, sur l'installation aucune plaque d'ensemble n'a été trouvé, ni d'étiquette de requalification et aucun marquage de requalification sur les équipements sous pression.</p> <p><u>Documents consultés:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - L'attestation de requalification de la SDM1 datée du 11/04/2024 - L'attestation de requalification de la SDM2 datée du 12/04/2024
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra pour la SDM 2, justifier d'une part la présence de la plaque de l'ensemble AXI-MA n°103107 et d'autre part, l'apposition des marquages de la requalification réalisée le 12/04/2024.</p> <p>De plus, l'exploitant devra effectuer la démarche auprès du Bureau Veritas pour effectuer une révision des attestations de requalifications de la SDM 1 et de la SDM 2 datées du 11 et 12 avril 2024 afin d'y faire apparaître clairement les informations liées à l'emplacement des étiquettes de requalifications comme le prévoit le Cahier Technique Professionnel « USNEF ».</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 9 : Interventions (Notable / Non Notable) / Attestation de conformité d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 26 28 29 30</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Interventions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 26</p> <p>Au cours de son exploitation, un équipement peut faire l'objet d'interventions. Il peut s'agir de réparations ou de modifications. Une intervention peut être importante, notable ou non notable. Les critères permettant de classer les interventions sont précisés dans un guide professionnel approuvé par décision du ministre chargé de la sécurité industrielle, après avis de l'Autorité de sûreté nucléaire pour les équipements sous pression implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base (INB), publiée au Bulletin officiel du ministère chargé de la sécurité industrielle.</p> <p>Article 28</p> <p>I. - Une intervention est considérée comme notable lorsqu'elle ne relève pas de l'article 27 et qu'elle est susceptible d'avoir une incidence sur la conformité de l'équipement aux exigences essentielles de sécurité qui lui sont applicables. [...]</p> <p>Article 29</p> <p>I. - Les interventions ne relevant pas des articles 27 et 28 du présent arrêté sont considérées comme non notables.</p> <p>II. - Une intervention non notable est réalisée par un exploitant ou par une personne compétente</p>

qu'il désigne.

III. - Toute intervention non notable est faite sur un équipement conformément aux exigences essentielles de sécurité mentionnées, selon ses caractéristiques, aux articles R. 557-9-4 et R. 557-10-4 du code de l'environnement.

Article 30

I. - L'organisme habilité, dans le cas de l'article 28 du présent arrêté, ou l'exploitant, dans le cas de l'article 29 du présent arrêté, établit, à l'issue des travaux et sur la base des justificatifs qui lui sont éventuellement remis, une attestation de conformité de l'intervention réalisée sur l'équipement réparé ou modifié au regard des exigences du présent arrêté. [...]

III. - Il est interdit d'exploiter un équipement ayant fait l'objet d'un contrôle après intervention s'il ne dispose pas d'une attestation de conformité valide. [...]

Constats :

Les installations SDM 1 et SDM 2 ont fait l'objet de modifications pour lesquelles l'exploitant n'a pas été en mesure d'apporter les éléments pour confirmer leurs conformités, notamment l'existence des attestations de conformité, précisant s'il s'agit d'une modification notable ou non et le cas échéant de comptes rendus après intervention (CAI) établis par l'organisme habilité.

Pour la SDM 1:

- En 2018 ; Rajout échangeur à plaque de marque Kelvion n°124/10818 de 2017
- En 2021 : Rajout d'une unité de compression OS 8 et d'une tuyauterie
- Des modifications de PS des tuyauteries HP ont été réalisées, "information relevée sur le PI".

Pour la SDM 2:

- En 2018 : Rajout d'un échangeur de marque Thermowave
- En 2023 : Remplacement des tours Baltimore
- Des modifications de PS des tuyauteries HP des 4 unités de compressions « H1, H2, H3, H4 et H5 » ont été réalisées, "information relevée sur le PI".

Nota: l'exploitant dispose d'un vase d'expansion de marque CITRAL n°17-000004762032 de PS 6 bars 300 litres avec des soupapes tarées à 4 bars. Cet équipement peut être déclassé à 4 bars afin de l'exclure du suivi en service. Il convient de modifier le marquage sur l'équipement et d'établir l'attestation de conformité en ce sens.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1^{er} point : L'exploitant devra pour la SDM 1 et SDM 2 pour justifier la conformité des interventions jugées notables, transmettre les comptes rendus après intervention (CAI) établis par l'organisme habilité.

2^{ème} point : L'exploitant devra pour toutes les interventions réalisées sur la SDM 1 et la SDM 2, transmettre les attestations de conformité (notable ou non).

3^{ème} point : Pour l'abaissement de la pression de service des tuyauteries HP de la SDM 1 et SDM 2, l'exploitant devra justifier la traçabilité et les modifications apportées sur les marquages.

4^{eme} point : Concernant le récipient de marque CITRAL n°17-000004762032, il est nécessaire de justifier par une photo la modification de la Pression de Service apportée sur l'équipement ainsi que l'existence de l'attestation de conformité justifiant cette modification.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois